

COMMUNE DE SAINT MAURICE DE REMENS (Ain)

- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL -

Séance du 14 juin 2018

Nombre de membres afférents au conseil municipal et en exercice : 14
 Qui ont pris part à la délibération 12
 Date de la convocation : 08 juin 2018 Date d'affichage : 08 juin 2018

L'an deux mille dix-huit le quatorze du mois de juin à vingt heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de Saint Maurice de Rémens, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Éric GAILLARD, Maire.

Présents : M Éric GAILLARD, Mme Sylviane BOUCHARD, M Cyril GOUDARD, M. Christian SEURAT, Mme Christine AUCEL, M. Eddy LABBÉ, Mme Marie-Hélène MORETEAU, M. Stéphane PROUD, Mme Schérazade TOUNSI.

Absents excusés : Mme Isabelle BERNARD pouvoir à Mme Christine AUCEL, M. Jérémy GRANDJEAN pouvoir à Mme Schérazade TOUNSI, M. Hervé MORIN pouvoir à M. Éric GAILLARD, M. Christophe BRUN, décédé.

Absent : M. Fabrice ANGELOT.

OBJET : Elaboration du PLU de Saint Maurice de Rémens - Bilan de la concertation et arrêt du projet de PLU dont projet de zonage d'assainissement révisé.

Le Conseil Municipal de Saint Maurice de Rémens a pris une délibération prescrivant l'élaboration de son PLU en date du 09 décembre 2015.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les objectifs de la révision du PLU de la Commune de Saint Maurice de Rémens, inscrits dans cette délibération :

- Intégrer les dispositions réglementaires les plus récentes et notamment les lois Grenelles et ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Renoué),
- Inscrire le développement du village dans le cadre réglementaire fixé par les documents supra-communaux tels que le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), le SDAGE, (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)...
- Permettre l'accueil de nouveaux habitants, en conciliant le développement urbain et la préservation de l'identité rurale de Saint Maurice de Rémens,
- Elaborer un projet qui permette de répondre aux besoins des habitants et aux évolutions futures, notamment en termes d'équipements ou de typologie de logements (en particulier pour les aînés).
- Intégrer les réflexions en cours sur le territoire (Transpolis, Maison du Petit Prince,...).
- Préserver le cadre de vie notamment en limitant la consommation foncière et en tenant compte des enjeux liés aux zones humides et aux sites Natura 2000 (Basse vallée de l'Ain,...)
- Intégrer dans le PLU les enjeux liés aux risques (PPRI existant, Plan de Prévention des Risques d'Inondation).

Monsieur le Maire rappelle les modalités selon lesquelles a été conduite la concertation, précisées également dans la délibération prescrivant l'élaboration du PLU :

- Publication d'articles dans le bulletin municipal ou sur le site internet ;
- Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques ;
- Organisation d'une réunion publique.

Monsieur le Maire expose les choix d'aménagement retenus dans le projet d'aménagement de la commune, ayant contribué à l'élaboration du PADD :

- Intégrer les dispositions réglementaires supra-communales et législatives en vigueur ;

Accusé de réception en préfecture
 001-210103792-20180618-
 20180250614-DE
 Date de réception préfecture :

- Décliner un projet de territoire qui répond aux besoins identifiés, notamment en matière de logements ;
- Définir un aménagement qui limite la consommation de foncier agricole et naturel et qui répond à des objectifs de densification et de renouvellement des zones urbanisées ;
- Revoir le projet d'aménagement au regard de l'évolution des risques et des enjeux environnementaux ;
- Préserver et valoriser un cadre de vie de qualité par le maintien des espaces agricoles, des paysages emblématiques, du patrimoine bâti et des secteurs d'enjeux environnementaux ;
- Intégrer les projets à venir qu'ils soient communaux ou communautaires

Monsieur le Maire rappelle les deux débats intervenus en Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

Un premier débat s'est tenu en date du 05 Décembre 2016 sur les orientations générales du PADD.

Suite à l'approbation du SCoT et aux échanges avec la commission PLU, des modifications ont été apportées au projet d'aménagement, notamment sur l'identification des projets structurants (cœur de ville, Transpolis, parc du Petit Prince) ou sur les évolutions démographiques inscrites au SCoT. Ces évolutions ont par conséquent entraîné un léger modificatif du PADD. De même, la carte de synthèse des orientations du PADD a dû être ajustée.

Pour cette raison, il a été décidé de procéder à un nouveau débat sur les orientations générales du PADD afin d'intégrer ces évolutions ; il s'est tenu en Conseil Municipal en date du 4 octobre 2017.

En parallèle, Monsieur le Maire rappelle que la commune a engagé la révision de son zonage d'assainissement qui constitue un document annexé au dossier de PLU. Le zonage fera l'objet d'une enquête publique conjointe avec le dossier de PLU.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 151-1 et suivants, L 103-6, R 151-1 et suivants et R 153-3,

VU la délibération du Conseil Municipal de Saint Maurice de Rémens en date du 09 Décembre 2015 prescrivant la révision du POS et l'élaboration du P.L.U. et définissant les modalités de concertation,

VU le débat au sein du Conseil Municipal Saint Maurice de Rémens en date du 09 décembre 2016, puis en date du 4 octobre 2017 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

VU la délibération du conseil municipal en date du 14 Juin 2018 décidant d'appliquer au PLU l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-5 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016,

VU le bilan de concertation,

VU le projet de PLU de la commune de Saint Maurice de Rémens comprenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement accompagné des documents graphiques, les annexes,

VU le projet de zonage d'assainissement,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ARRETE** le projet de PLU et le projet de zonage d'assainissement, tel qu'ils sont annexés à la présente,
- **TIRE** le bilan de la concertation,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.
- **PRECISE** que le projet de PLU sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées :

- Préfet,
- Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture
001-210103792-20180618-
20180250614-DE
Date de réception préfecture :

- Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture,
- Président de la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain
- Président de l'EPCI chargé du suivi et de la révision du SCoT,
- Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports Urbains,
- Président de l'autorité compétente en matière de Programme Local de l'Habitat,
- Monsieur le représentant de l'autorité environnementale
- à leur demande, aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, et à la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) en application de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.
- En application de l'article L.112-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime dans le cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers, à la Chambre d'Agriculture, et au Centre National de la Propriété Forestière (délégation au CNPF Rhône-Alpes).

A défaut de réponse au plus tard 3 mois après transmission du projet de P.L.U., ces avis sont réputés favorables.

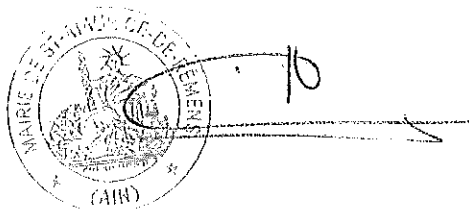
Pour la Chambre d'Agriculture, et le C.N.P.F., ce délai est de 2 mois.

Conformément à l'article L.103-4, le dossier du projet arrêté sera tenu à la disposition du public.

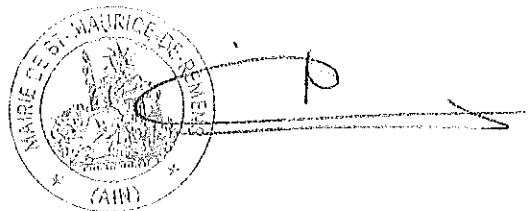
Conformément à l'article R.153-3, cette délibération sera affichée pendant un mois en mairie de Saint Maurice de Rémens.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois, an ci-dessus.

Pour copie conforme le 14 juin 2018
Le Maire, Éric GAILLARD



Le Maire certifie sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire de la présente délibération
Transmise en Sous-Préfecture le : 18 juin 2018
Affichée le : 18 juin 2018



Accusé de réception en préfecture
001-210103792-20180618-
20180250614-DE
Date de réception préfecture :